

## Annexe 1

### Qu'est-ce que le nationalisme ?

L'une des difficultés est le manque de tout accord sur une définition claire du nationalisme. Les commentateurs séculiers ont mis en avant une série de distinctions entre le nationalisme et le patriotisme, ou types de nationalisme, pour distinguer ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Il existe aussi beaucoup de désaccords à propos des racines historiques du nationalisme. Certains font remonter son origine à la Révolution française ou au développement du Romantisme germanique, alors que d'autres l'enracinent dans la Réformation voire même avant, à la période médiévale.

Le Professeur Seton-Watson conclut qu'une nation est toute communauté de personnes qui se perçoivent comme une nation (1977). Les chefs des mouvements indépendantistes s'appuient souvent sur une distinction entre nationalisme ethnique et nationalisme civique, rendu populaire par Ignatieff. Le nationalisme civique, qu'Ignatieff considère comme acceptable estime qu'une nation doit se composer de tous ceux qui, indépendamment de leur ethnique, souscrivent au crédo politique de la nation, quelles que soient leur race, leur couleur ou leur religion (1993, p.1-4, 189). D'après ce point de vue, ce ne sont pas ses racines communes qui maintiennent la cohésion d'une nation, mais le respect de la loi.

D'après Ignatieff, le nationalisme ethnique estime que l'appartenance nationale est la forme prépondérante d'appartenance fondée sur les caractéristiques ethniques préexistantes des gens : leur langue, leur religion, leurs coutumes et leur tradition. Les peuples de l'Europe qui vivaient sous un régime impérial au 19<sup>ème</sup> siècle y cherchaient leurs motifs d'inspiration et cette tendance gagne actuellement du terrain dans plusieurs pays européens. Ignatieff avertit toutefois que plus le sentiment d'appartenance à son propre groupe est fort, plus les sentiments d'hostilité envers les étrangers, les « autres », deviennent hostiles et violents (1993, p.6, 189).

Mais cette distinction nette ne s'accorde pas avec la réalité. C'est un fait que même des nations qui s'appuient sur une citoyenneté commune se souviennent de la tradition ethnique qui les a façonnées dans le passé (Baum 2001, p.120-121). De plus, les luttes nationalistes ethniques contre la domination coloniale ont été perçues avec sympathie en Afrique et en Asie. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 reconnaît le droit des nations et des peuples à l'autodétermination culturelle et politique.

Le nationalisme a été responsable à la fois des multiples revendications à la souveraineté qui ont été à l'origine de conflits et de guerres dans le contexte ethno-fédéral de l'ancienne Yougoslavie, mais il a aussi libéré des États, et uni des peuples dans une cause commune lors des révolutions de 1989 dans les républiques baltes ainsi qu'en Europe centrale et orientale. Ce n'était pas simplement des rébellions contre des régimes illégitimes, mais aussi des révolutions nationalistes contre la domination soviétique (Bunce, 2005, p.412).

Par ailleurs, il est évident que ce type de nationalisme ethnique est exposé à l'idolâtrie, car il exige la loyauté à l'État, au peuple et à la race, à la mère patrie, à la patrie, au roi et au pays (Storarr, p.111 ; Spencer, 2016, p.36-37). Même dans les États où la lutte initiale était perçue de façon positive, des nations qui affirment leur

identité peuvent être tentées par l'égoïsme, l'étroitesse d'esprit et la xénophobie (Baum, 2001, p.90). La situation se complique dans des États multiculturels du fait que l'ethnicité peut être fluide et que beaucoup de gens ont plus qu'une seule identité ethnique (Joireman, 2003, p.31-32). Les chrétiens doivent donc examiner attentivement les aspects du nationalisme qu'ils peuvent approuver. Les définitions séculières du nationalisme ne font pas de distinction claire, mais le récit biblique a beaucoup à dire sur le sujet.

## Qu'est-ce que le populisme ?

La définition du populisme que donne le dictionnaire anglais d'Oxford est plutôt neutre : le populisme « prend parti pour les préoccupations des gens ordinaires ». La difficulté, c'est que la plupart des leaders ne se considèrent pas comme populistes ; c'est une étiquette négative que leur ont collée les intellectuels et les médias. Le populisme politique a été rattaché à la droite radicale ou à la gauche radicale. Il s'agit d'une idéologie bien « mince », ce qui signifie qu'elle sert presque toujours d'appoint à une ou plusieurs autres idéologies : le nativisme (l'idée que les États ne devraient être habités que par des membres du groupe natif et que les éléments non natifs menacent fondamentalement l'état-nation homogène) à droite, et le socialisme, à gauche. (Mudde, C. 17/2/2016). Ses concepts clés sont les notions suivantes : « les gens », « l'élite » et « la volonté du peuple ». Ses défenseurs prétendent que le populisme constitue l'essence de la politique démocratique (Mudde et Kaltwasser, 2013, p.500-506) et que c'est le libéralisme et l'élite libérale qui posent problème. L'idéologie populiste met souvent en avant des questions qui intéressent de nombreuses personnes mais qui ne figurent pas à l'ordre du jour des discussions à cause des accords entre les partis dominants qui s'y opposent. C'est le cas de sujets comme l'immigration, l'austérité, la globalisation et l'intégration européenne. Elle attire ceux qui sont laissés pour compte non seulement économiquement mais aussi culturellement par la démocratie libérale qui rejette les valeurs traditionnelles (Inglehart et Norris, août 2016).

Selon ses adversaires, le principal danger du populisme réside dans son idéologie moraliste qui rejette toute division d'intérêts ou d'opinions au sein du « peuple ». Il rejette la légitimité des opposants et affaiblit les droits des minorités. Cette attitude qui refuse tout compromis aboutit à une culture politique polarisée qui divise les gens en « nous » (les bons) et « eux », les mauvais ou, pire, les méchants (Marzouki et McDonnell, 2016, p.2). Pour Mudde, il s'agit d'une « réaction démocratique non libérale à un libéralisme non démocratique » (Mudde C., 17/2/2015). Les partis de la droite populiste radicale européenne ont un lien étroit avec le nationalisme et l'autoritarisme (Mudde, 2007). La nature xénophobe d'une grande partie du populisme européen actuel provient d'un concept de nation qui s'appuie sur une définition ethnique et chauviniste des gens, et rejette la nature multiculturelle de nombreuses sociétés européennes modernes (Mudde et Kaltwasser, 2013, p.502).

Dans la définition de qui est le « nous » et qui est « l'autre », les identités religieuses jouent souvent un rôle important. L'usage de la religion que font les populistes concerne davantage l'appartenance à une telle religion que la foi elle-même ; ils s'intéressent souvent au rétablissement de l'identité religieuse de naissance avec ses traditions et ses symboles, sans aucun contenu spirituel. Cette idéologie appelle à lutter contre les élites qui méprisent l'héritage religieux et contre les « autres » dans la société, sous prétexte qu'ils s'efforcent

d'imposer leurs valeurs et lois religieuses à la population native. Ces « autres » sont généralement les immigrants, en particulier les musulmans. Les deux groupes visés sont des « ennemis du peuple » (Marzouki et McDonnell, 2016, p.2). La plupart des leaders et partis populistes confessent le christianisme du bout des lèvres pour rejeter l'islam (Roy, O, 2016, p.186). Quant aux croyants chrétiens, Roy déclare que l'identité chrétienne sans la foi chrétienne n'a aucun sens et il existe en Europe de grandes différences entre les responsables d'Églises et les populistes sur des valeurs telles que l'attitude vis-à-vis des minorités ethniques et des étrangers, de l'immigration et de l'aide aux pays en voie de développement. Les populistes peuvent être pro-Israël tout en ne défendant pas les droits des juifs européens. En Europe, certains populistes sont plutôt libéraux sur les questions sexuelles. Ils tentent de cultiver une identité chrétienne en Europe, tout en sécularisant davantage l'espace public (Roy, O, 2016, p.196-199). Pour Roy, il appartient maintenant aux Églises de réaffirmer leur message spirituel comme un message universel, tout en veillant à ne pas alimenter « davantage la flamme populiste. »

## Annexe 2

### Une vision biblique des nations

Dans l'Ancien Testament, les nations de la terre sont considérées comme faisant partie de l'ordre voulu par Dieu pour les sociétés humaines. Elles apparaissent après la chute et sont mentionnées pour la première fois dans Genèse 10 et 11 (Storrar, 1990, p.112). Bien que les nations ne soient pas mentionnées dans le récit de la création, la diversité des nations au sein de l'unité de l'humanité est décrite comme faisant partie du dessein créateur de Dieu et de la structuration des relations sociales pour lesquelles les humains ont été créés (Dt 32.8 ; Ac 17.26 ; Wright, C., 2004, p.214). Yahweh exerce le gouvernement légitime sur toutes les nations et sur tous les peuples du monde, et sur les divinités qu'ils adorent. Ils doivent accepter son gouvernement qui se caractérise par l'équité, la justice et la vérité ; toute autonomie imaginaire de pouvoir politique est rejetée (Ps 2 ; Kidner, 1973, p.51 ; Ps 96.5-101 ; Broyles, 1999, p.375-377 ; Brueggemann, 1999, p.492). Cette idée est exprimée plus pleinement dans Genèse 9.8–11.30, dans un passage qui précède l'élection d'Israël comme partenaire que Yahweh préfère et privilégie (Brueggemann, p.492-494). Kidner (1967, p.104) fait remarquer que toutes les nations connues de l'Ancien Testament ne figurent pas dans la liste de Genèse 10 mais il y en a suffisamment de présentes pour faire comprendre que l'humanité, malgré sa diversité, est une sous un seul Créateur. L'alliance avec Noé s'applique à toutes les nations (Gn 1.28, rappelé dans Gn 9.17). Elle prévoyait que toutes les nations, unies, devaient vivre sous l'alliance vivifiante de Yahweh. Il était prévu pour elles un avenir qui mettrait fin aux hostilités et aux barrières, la création d'un culte commun, toutes se soumettant à un Dieu bien au-dessus de leurs idéologies étatiques, sous un gouvernement de shalom partagé (Brueggemann, 1999, p.493, 521). L'inclusion est perçue comme le but final de Dieu (És 2.3-4 ; Motyer, 1999, p.51-52 ; És 56.7 ; Motyer, p.351).

Mais dans Genèse 11.1-9, les nations sont perçues dans une lumière négative. L'orgueil et l'arrogance (qui, selon Kidner, pourraient caractériser le nationalisme moderne), démontré dans la construction de la tour de Babel, avec sa tour pointant vers le ciel, attirent le châtement du Seigneur qui crée la division et l'incompréhension mutuelle (Kidner, 1967, p.109-110). L'état heureux de la grande famille humaine, caractérisé par l'unité et la cohésion, s'est transformé en une relation de contrariété, d'aliénation et d'insécurité (Brueggemann, 1999, p.494 ; Storrar, 1990, p.113). Storrar, qui cite Barth (1961, Section 54.3), fait remarquer qu'il est important de réunir ces deux conceptions différentes des nations : l'aspect positif de la diversité des cultures en réponse au commandement divin de Genèse 9.1, et l'aspect négatif de la fragmentation et de la division comme résultat du jugement, en nous rappelant que les deux aspects, le commandement et le jugement, concernent l'ensemble de l'humanité. Les nations sont les communautés qui naissent dans le cours de l'histoire humaine, désormais atteintes par le péché, mais également maintenues par la bénédiction et le jugement du gouvernement souverain de Dieu sur la vie humaine sur terre. C'est à travers la diversité des nations, des langues et des pays que l'humanité accomplit désormais son mandat culturel. Mais c'est à travers les différences aliénantes que Dieu limite le péché (Storrar, p.114) et empêche le pouvoir illimité du mal d'une race humaine déchue unifiée (Wright, C., 2004, p.216).

Dans l'histoire de Dieu, l'accent porte sur l'édification d'une communauté pour servir les desseins divins. La vocation d'Israël ne repose pas sur des raisons culturelles, ethniques, territoriales et militaires, contrairement aux nations païennes, mais sur le fondement spirituel de l'élection divine, confirmée par l'alliance et la loi. Israël devait être une nation sainte ; grâce à sa fidélité à la Parole de Dieu, toutes les nations auraient dû connaître Dieu et sa Torah, le commandement d'aimer Dieu et le prochain (Brueggemann, 1999, p.494-496 ; Storrar, 1990, p.114-116). Mais Israël défendait son identité nationale, et répétait sans cesse vouloir être une nation comme les autres et ressembler aux autres qui avaient un roi et un culte païen. Lorsque les temps seraient accomplis, Dieu enverrait à Israël son serviteur choisi qui écouterait la Parole de Dieu et l'accomplirait non seulement pour Israël, mais aussi pour toutes les nations de la terre (Jn 1.1, 2, 18 ; Tasker, 1960, p. 41-42 ; Luc 24.45-47 ; Morris, 1974, p.343 ; Storrar, p.118).

Le contraire du châtement dont le Seigneur avait frappé les nations dans Genèse 11 est annoncé dans Sophonie 3.9 (Kidner, 1967, p.110) lorsque, venant de toutes les nations, des gens se rassembleront et invoqueront le nom du Seigneur pour être sauvés (Palmer Robertson, 1990, p.326-328). C'est ainsi qu'à la Pentecôte un nouveau chapitre de l'Histoire s'ouvre par la proclamation de l'Évangile en plusieurs langues (Ac 2 ; Kidner, 1967, p.110) et l'union des Juifs et des non-Juifs pour constituer la nouvelle communauté de Dieu. Par la parole de Jésus, le crucifié, toutes les barrières de Babel devraient s'écrouler au fur et à mesure que la Parole fusionne des gens de toutes les nations en un seul peuple (Storrar, 1990, p.122). L'identité chrétienne consiste à participer à la royauté de Christ, à être une nation sainte dont le but est de faire connaître la nature de Dieu (1 Pi 2.1-10 ; Stibbs et Walls, 1959, p.104).

Pour ceux qui sont en Christ, la loi qui maintient les frontières ethniques, ainsi que les distinctions sociales et de genre n'a aucun impact sur leur nouvelle identité, ancrée en Christ et définie par lui (Gal 3.28 ; 1 Co 12.13 ; Col 3.11 ; Jervis 1999, p.107). Paul déclare que les distinctions anciennes ont cessé d'intervenir dans leur position devant Dieu et des uns à l'égard des autres. Mais cela ne veut pas dire que chaque aspect de l'identité chrétienne a perdu sa raison d'être pour tout. Paul se définit comme Juif chrétien (Rm 11.1-6 ; Cranfield, 1985, p.266-270), mais ce n'est pas le fondement de son statut dans la famille chrétienne. Chaque situation qui provoque la division selon des critères ethniques ou culturels est condamnée, et la passion pour l'unité de l'église, l'accueil de l'immigré ou de l'étranger fortement expliquée (Wright, 2002, p.42-43).

La dernière mention des nations se trouve dans Apocalypse 7.9 où il est dit que des gens de toute tribu, de toute langue, de tout peuple et de toute nation apporteront leurs richesses et leurs louanges dans la cité de Dieu, et dans Ap 21 et 22 où il est fait une triple référence aux nations. Premièrement, elles marcheront à la lumière de Christ ; deuxièmement, la gloire et l'honneur des nations seront apportées dans la nouvelle Jérusalem, symbole de la nouvelle création de Dieu ; troisièmement, l'arbre de la vie qui se trouve dans la ville portera des feuilles pour la guérison des nations. Le témoignage de l'Église a pour but la conversion des nations. Le mélange de références au peuple de l'alliance et à toutes les nations dans Apocalypse 21 unit les promesses vétérotestamentaires concernant la destinée du peuple de Dieu et l'espoir universel, dans l'Ancien Testament, que toutes les nations deviendront le peuple de Dieu. L'histoire du peuple de l'alliance — d'Israël et de l'Église, rachetée d'entre toutes les nations — aura son accomplissement eschatologique dans la pleine

inclusion de toutes les nations (Wright, 2011, p.198-199 ; Bauckman, 1993, p.138-139), favorisant la richesse de la vie multiculturelle et la diversité (Wright, p.57 ; Wright, C. 2004, p.215 ; Storrar, p.125). Le peuple de Dieu est appelé à une double nationalité dans laquelle il vit son identité chrétienne éternelle au sein de la communauté temporaire et son identité nationale, cherchant à la transformer selon la Parole de Dieu, et inaugurant ainsi le royaume de Dieu (Storrar, 1990, p.124).

## Annexe 3

Flirter avec la culture chrétienne, 13 mars 2017

Préoccupés par la manière dont certains politiciens ont utilisé la tradition chrétienne comme un gourdin pour chasser les migrants d'Europe pendant les élections hollandaises, deux théologiens ont publié récemment un manifeste, signé depuis par bien d'autres théologiens, responsables d'Églises, éditeurs, personnalités des médias et des croyants de renom.

Janneke Stegeman, « théologienne de la patrie » et Alain Verheij, théologien autoproclamé remarquent le comportement dragueur des politiciens à l'égard de la culture chrétienne. Tout en appréciant l'intérêt renouvelé pour la politique dans « notre belle tradition », ils voulurent clarifier quelques points pour ces politiciens avant d'évaluer l'étendue du terrain qu'ils ont en commun.

Voici la traduction libre de leur manifeste.

### **1. Nous ne serons jamais des amis intimes (heureusement)**

Une Église n'est pas un parti politique, un parti politique n'est pas une Église. C'est pourquoi nous avons la séparation de l'Église et de l'État. Lorsque chacun de ces deux s'assied sur les genoux de l'autre, on aboutit à une dictature politique ou religieuse. Et ni Dieu ni le peuple ne sont bien servis ; seuls ceux qui sont au pouvoir le sont.

Que les résultats des élections penchent à gauche ou à droite, l'Église suit sa propre voie. Et elle ne craindra pas de critiquer le gouvernement chaque fois que l'Évangile l'exige. Dans la Bible, les meilleurs prophètes ont vécu loin des palais, dans l'intérêt de chaque partie.

### **2. Le royaume de Dieu n'est pas d'ici-bas**

Les chrétiens ne doivent pas suivre les politiciens comme des moutons. Leur royaume n'est pas d'ici-bas, leur roi n'est pas de cette terre. Vous avez beau qualifier cette attitude d'extraterrestre, d'avoir la tête dans les nuages, de super-spirituelle, voire même de dangereuse pour l'État (parce que Jésus n'avait pas de message pour César).

Nous voyons les choses différemment.

Nous utiliserons toujours nos mains et nos mots pour créer une meilleure version du pays sur lequel nous sommes.

Nous travaillerons toujours en faveur du royaume promis sur la terre dans le pays où nous vivons.

Nous rechercherons toujours à établir des contacts avec nos voisins.

Mais le fait reste : il est impossible de mobiliser la culture chrétienne comme une force politique.

Notre royaume est une utopie scandaleuse — trop radical pour les compromis de vos coalitions, trop vaste pour vos frontières, trop exigeant pour les artisans d'une politique responsable.

### **3. Le vocable « chrétien » est une invitation, pas un rejet**

N'importe qui peut adhérer à la culture chrétienne : juif, païen, homme, femme, esclave, roi.

C'est ce qu'a affirmé l'apôtre Paul, l'un de nos fondateurs.

Ce *Juif chrétien* qui voyageait avec un *passport romain* a écrit cette phrase en *grec*.

On ne devient pas chrétien par la race ou par naissance, ou en raison de son histoire ; on le devient par l'adoption gracieuse d'un père céleste plein d'amour.

L'envie d'inviter est profondément ancrée dans la culture chrétienne.

Partout où le terme « chrétien » est utilisé, il doit résonner comme une invitation.

Dans notre tradition, vous ne pouvez pas vous appeler chrétien et exclure des groupes entiers.

Même si telle personne est considérée comme un concurrent ou une menace.

« Aimez vos ennemis » est une règle fondamentale que nous avons merveilleusement (et parfois péniblement) apprise de notre Seigneur.

#### **4. La culture chrétienne est synonyme de compassion**

Jésus explique qui peut prétendre au nom « chrétien », en racontant l'histoire des brebis et des boucs.

Les brebis (chrétiens) sont à la droite de Jésus parce qu'ils nourrissent les affamés, désaltèrent les assoiffés, hébergent l'étranger, donnent des vêtements aux gens nus, visitent les malades et les gens en prison.

C'est cela, la compassion qui, bien mieux que des confessions de foi, bien mieux que tous les édifices ecclésiastiques, que l'histoire de l'Église, est le fondement de toute culture chrétienne.

Aime Dieu plus que tout, et traite ton prochain comme tu souhaites qu'il te traite, tel est le résumé de la loi et des prophètes et le cœur de la tradition chrétienne.

#### **5. Il est pratiquement impossible de traduire la morale chrétienne dans un programme politique**

Ceux qui veulent appliquer le Sermon sur la montagne ou d'autres paroles de Jésus à un programme politique finiront tôt ou tard par s'arracher les cheveux.

La vengeance est subordonnée à l'invitation à tendre l'autre joue !

Le pardon est à répéter à l'infini !

À ceux qui vous demandent quelque chose, ne le refusez pas, mais donnez-en le double !

Aucun homme politique ne peut inclure ces principes dans son programme !

La morale chrétienne invite ouvertement les opportunistes violents à exploiter une culture sans défense.

Siècle après siècle, les disciples de Jésus ont réaffirmé : « Vous n'êtes pas cohérents ! »

Jésus, lui, a été suffisamment sérieux et cohérent pour mettre son programme en pratique ; il s'est livré à ceux qui se sont moqués de lui, ont craché sur lui, l'ont torturé et crucifié. Il faut comparer la manière avec laquelle les hommes politiques courtisent les gens à celle du « premier » chrétien, Jésus-Christ.

#### **6. Finalement, en tant que chrétiens, nous refusons d'être utilisés pour cette campagne rhétorique vaine**

Nous refusons d'être le bâton symbolique qui permet de chasser les autres.

Au fond, le christianisme se caractérise par une compassion sans limite, bien au-dessus des affaires politiques et devrait être en bénédiction à tout le monde.